GPB 3337

CINQUANTIEME ANNEE. — N° 34. — Cinquième série. PRIX : 4 FRANCS PARAIT TOUS LES VENDREDIS 21 JUIN 1946

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10e)

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris. ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

TRAVAILLEURS ! *EN PLUS D'UN REAJUSTEMENT EXIGEZ*

l'Echelle mobile des Salaires SEUL MOYEN DE MAINTENIR VOTRE **POUVOIR D'ACHAT**

DE LA DICTATURE des partis AU POUVOIR PERSONNEL

Le conflit entre le général de Gaulle et les partis qui gouvernent l'opinion commence à prendre une tournure menaçante. Il faut bien reconnaître que le général est admirablement servi par les circonstances : l'anniversaire de son discours du 18 juin 1940 ne tombe-t-il pas en pleine crise politique, au moment où une dure tempête bouleverse la grenouillère démocratique en quête de gouvernants?

Ils n'ont vraiment pas de chance ceux des Français qui restent encore obstinément accrochés à l'idée gouvernementale. Durant les sept mois qu'a duré la honteuse farce du tripartisme première manière, nous avons assisté à un répugnant spectacle fait de toutes les turpitudes, de toutes les lâchetés, de toutes les trahisons dont peuvent être capables de médiocres politiciens qui ont conscience de n'être rien par eux-mêmes, mais de devoir tout au parti dont ils ne sont que les obscurs instruments. Pas un homme dans cette invraisemblable galerie de baudruches désopilantes, de raseurs sempiternels et d'odieuses têtes de Turcs dont les Bidault, les Gouin, les Thorez, les Duclos constituent le gratin — si l'on ose dire!

Elle n'est pas fauchée, la Marianne numéro 4, avec des prétendants pareils! Quoi d'étonnant si un jour, complètement dégoûtée par les pékins ventrus et mal léchés qui la harcèlent l'œil allumé et le muffle avide, elle ne finit pas par lorgner du côté de quelque fringant général... On a déjà vu ça en France.

Du tripartisme numéro un au tripartisme numéro deux : de la farce au guignol, voilà où nous en sommes après deux ans de prétendue libération, deux ans de foire d'empoigne politicienne, deux ans durant lesquels les soi-disant républicains semblent s'être proposé de déconsidérer à jamais la République. Et puis, le général n'est-il pas républicain, lui aussi... Comme les deux Bonaparte?

Que signifie au fond le mot république? Rien par lui-même Pris dans son sens étymologique, république, res publica, veut simplement dire Etat. Un empire, une monarchie sont des républiques, et nous ne voyons pas pourquoi le général de Gaulle renoncerait au titre de républicain pour avoir prononcé dimanche un discours monarchiste. Car il ne faut pas s'y tromper : ce qu'il nous propose, c'est le retour à la Constitution de 1875, dont nul n'ignore qu'elle fut l'œuvre du monarchiste Mac Mahon ou de son entourage et qu'elle visait à préparer la restauration de la monarchie.

On dira sans doute que cela n'a pas empêché la France de rester une république démocratique et parlementaire. Mais il ne faut pas oublier que le régime a eu avant 14 des défenseurs dont beaucoup ne valaient pas cher mais dont certains avaient du talent. L'objection, aujourd'hui, ne vaut plus, les hommes politiques d'aujourd'hui n'étant plus que les obscurs commis du parti, lequel est tout.

En tuant toute spontanéité dans le peuple, en rendant anachronique l'idée même d'action directe, d'organisation autonome et directe des producteurs, en faisant de tous les hommes des machines immatriculées et encadrées, en travaillant à rendre superflue la liberté elle-même parce qu'elle était devenue une hypothèse inutile aux yeux d'hommes de parti pour qui la prise du pouvoir résout tous les problèmes et excuse toutes les exactions, les politiciens ont dangereusement ouvert la voie au pouvoir personnel.

Il y a trop de laine... mais on manque de vêtements

Notre régime capitaliste ne peut résoudre les différents problèmes que le progrès technique crée inlassablement, au grand dommage de l'équilibre nécessaire de cette organisation surannée et désuète. C'est que la marche en avant de la technologie bouscule sans pitié le profit, soit en permettant une pléthore de produits soit en supprimant en fait de nombreuses industries cependant relativement jeunes et néanmoins largement dépassées par des procédés ou découvertes profonds. C'est le prélude de la révolution sociale qu'envers et contre tous nous avons toujours cru imminente. Nous sommes en pleine révolution économique mondiale, nos capitalistes le savent et en sont désemparés, laissant aux seuls révolutionnaires la méconnaissance de ce fait cependant si visible. Or comme l'économique est talonné, harcelé par le social, il se pourrait que demain, en s'éveillant, nous constations que le cadre capitaliste qui reposait en porte-à-faux au bord de sa tombe y a chu dans la nuit. Ce fait fera dire alors que nous sommes en révolution et cependant elle sera terminée, au grand ahurissement des révolutionnaires qui confondent politique avec économie et social. Nous nous trouverons donc placé dans la période reconstructive de la révolution et le progrès technique de fossoyeur deviendra notre agent créateur le plus zélé et fécond.

Ces réflexions sont issues de l'impasse dans laquelle se trouve ce régime qui ne se survit que par la grâce des politiciens et cette voie sans issue est éclairée par le problème de la laine trop abondante. Pourtant les besoins en sont immenses : pas autant cependant que les stocks incroyablement prodigieux de ce textile. Tout récemment nous rappelions que, d'après Mme Gerda Blau, directrice des Recherches économiques du secrétariat international de la laine, le stock des Dominions britanniques et de l'Amérique du Sud s'élevait à 2 milliards de kilos, exigeant, avec une consommation accrue de 20 % par rapport à celle d'avant guerre, une période de 12 *à* 13 *ans pour s'écouler*. Or les statistiques récentes accusent un *stock mondial* excédentaire de *six milliards de kilos*. Si donc l'on prend pour base les calculs de l'experte nommée nous possédons de par le monde un stock nécessitant — en supposant une consommation libre et accrue — une période de *plus de* 40 *ans pour s'écouler !* L'on croit rêver, surtout lorsque l'on tâte nos haillons...

Les gouvernements de Grande-Bretagne, de l'Australie, de l'Afrique du Sud et de la Nouvelle-Zélande, devant *l'ampleur de cette catastrophe* sont résolus à agir afin d'éviter un effondrement des prix de vente résultant de ces offres bien supérieures à la demande. Ils viennent de créer une organisation de vente de laine brute, la « United Kingdom-Dominion Wool Disposed Ltd », dont les capitaux sont exclusivement fournis par ces quatre gouverne-

SUITE PAGE 2.

LA GRANDE QUINZAINE DE PARIS

La conférence qui vient de s'ouvrir ne verra sans doute pas la solution que les peuples attendent. Si ces Messieurs sont pressés maintenant de préparer les traités de Paix, les diplomaties, en échange, se trouvent devant les problèmes trop complexes pour les régler tous.

La question italienne, qui a été soulevée, pose des problèmes sérieux. Economiquement, l'Amérique exerce en Italie une influence que la Russie voudrait bien gagner par la voie politique, les éléments turbulants fascistes ou néo-fascistes, étant susceptibles d'amener une intervention des puissances démocratiques... Mais cette intervention créerait un précédent fâcheux pour les Anglos-Américains ; précédent que les Soviets n'hésiteraient pas à exploiter pour la situation de plus en plus sérieuse de Franco en Espagne, où justement les Anglos-Américains ne veulent à aucun prix intervenir contre le « Caudillo ».

La conférence est donc appelée à nouveau à une discussion principale qui doit mettre aux prises Molotov et Byrnes. L'Amérique voit l'influence et le contrôle soviétique s'étendre en Europe, à l'abri des divisions de l'Armée Rouge. Le but des Américains est le voir les Russes limités à une influence restreinte ; ils chercheront surtout à les rejeter en dehors de la sphère européenne ; la Russie ayant toujours cherché, suivant les fluctuations plus ou moins heureuses de sa puissance, tantôt une expansion européenne, tantôt une expansion asiatique. Les moyens de pression américains résident dans leurs possibilités économiques ; sans aucun doute, ils comptent sur l'impossibilité de la Russie à remettre économiquement debout la partie de l'Europe dont elle s'est attribuée l'occupation. On comprend dans ces conditions que Byrnes, avant l'ouverture de la conférence, ait fait tenir à Moscou des propositions pour reprendre les pourparlers relatifs au prêt d'un milliards de dollars sollicité par le Kremlin ; cette masse de manœuvre tendrait à faire entendre raison à Molotov.

L'Angleterre a fait savoir que rien ne pourrait l'empêcher, au cas où un accord ne pourrait se faire à la conférence, de traiter la paix séparément avec les nations ex-ennemies. Dans cette alternative, ce serait officiellement la constitution des deux blocs avec toutes les conséquences que cela comporte pour les peuples. Bevin a été sanctionné autant par le Parti travailliste que par l'opposition conservatrice sur sa politique extérieure.

On n'a pas encore écrit noir sur blanc que le seul empêchement à la construction de la Paix était l'U. R. S. S., mais on manœuvre dans un sens qui ne peut tromper personne. Il faut absolument qu'on trouve une solution, le capitalisme et toute la séquelle des fléaux impérialistes, militaristes, qu'il entraîne avec lui ne peut pas capituler devant cette forme nouvelle du CAPITALISME D'ETAT, mais qui, dans les démocraties très évoluées, pourrait être dépassé, entraînant une poussée révolutionnaire encore plus impressionnante que 1917-1920. C'est là que le capitalisme mondial est pris dans l'impasse : un partage du monde avec les Soviets ne serait qu'une prorogation de l'échéance fatale... Se refuser et même attaquer la Russie avec l'influence des différents partis communistes dans le monde, c'est encore un recul; mais pas une solution définitive.

Alors on cherche à prendre de l'avance, espérant que le temps aidant, on entraînera les peuples dans le choix. Si ceux-ci choisissent, c'en est fait : les démocraties ou la Patrie du Prolétariat... Qu'importe pourvu que les sans-patrie sachent mourir sans liberté — et surtout sans révolte !

L'accord franco-américain *prépare-t-il la guerre ?*

« Le bien-être des peuples de toutes les nations peut être accru par un « *développement du* « *commerce international* qui « mettra chaque pays en mesure « d'atteindre un niveau de pro- « duction plus élevé et un ni- « veau de vie supérieur. Le com- « merce mondial ne peut pro- « duire ses bienfaits *que si les* « *marchés du monde sont ou-* « *verts à tous les pays* ». Ces lignes, extraites du « Message TRUMAN-GOUIN » à l'occasion de l'accord Blum, cachent, sous une habile réthorique de sentiments humanitaires, des calculs profondément égoïstes et mercantiles du capitalisme américain. Dans les conjonctures actuelles, seuls les Etats-Unis — et aussi le Canada — peuvent profiter du « développement du commerce international », envisagé sous l'angle de l'Exportation, seule perspective lucrative du commerce international. Par suite de la cessation des hostilités l'immense, l'incroyable accroissement des possibilités de production des U.S.A. est menacée non seulement de stagnation, mais aussi de recul. 98 MILLIONS de chômeurs peuvent être envisagés et l'exportation d'une certaine partie de la production américaine peut seule, *et elle seule*, pallier dans une certaine mesure d'ailleurs très restreinte, cette éventualité qui pourrait devenir mortelle pour le régime capitaliste yankee par les remous, émeutes et révolution qui pourraient en découler. Pour reprendre les termes féroces du « TIMES » de l'hiver dernier, « *l'Amérique se prépare à* « *exporter son chômage* ». Mais cela n'est possible que « *si les* « *marchés du monde sont ou-* « *verts à tous les pays* ». C'est ici une véritable déclaration de guerre à l'Autarcie, c'est-à-dire à la conception d'un pays vivant de ses produits nationaux et entr'ouvrant sa porte de mauvaise grâce aux objets étrangers. C'est donc l'U.R.S.S. qui est véritablement visée : l'attaque serait sans conséquences graves s'il ne s'agissait après tout que de la Russie seule qui peut, qui a les possibilités, économiques, financières et surtout MILITAIRES, de se replier sur elle-même. Mais elle force ce fameux « Rideau de Fer » qui isole les satellites de l'orbite russe du reste du monde et les Soviets NE PEUVENT, sous PEINE DE VIE ET DE MORT, TOLERER CETTE EFFRACTION.

Le commerçant américain qui frappe de son poing rude le Rideau de fer, place STALINE entre ces deux alternatives : « Ou la Russie voyant les débouchés mondiaux libres et une concurrence normale ou elle espère triompher par ses salaires mondialement plus bas et la « RENTABILITE » de ses entreprises poussée à l'extrême limite, ou la Russie, disons-nous, abandonne son attitude « raidie » sur le Rideau de fer devenu alors inutile, *et la Paix peut alors durer un certain temps;* ou, au contraire, la « suppression de ces entraves » n'entraîne des avantages matériels que pour les U.S.A. et c'est la guerre dans un délai plus rapproché par suite de l'irritation de l'U.R.S.S. menacée et la colère des Etats-Unis vexés d'être compris dans leurs intentions militaires ou stratégiques ou — paradoxe logique — d'être incompris dans leurs buts commerciaux, pacifiques et générateurs de profits pécuniers individuels. La France se met délibérément en plein guêpier et ne peut éviter d'être dans le conflit guerrier. La compréhension des antagonismes américano-russes serait largement éclairée si nous pouvions connaître le degré de *sincérité commerciale* des U.S.A. d'une part et, d'autre part, *le degré véritable de l'intensité réelle* des appréhensions russes. Car, et cette parenthèse est indispensable, AUCUNE ANIMOSITE POLITIQUE N'ENTRE DANS CE CONFLIT QUI RESTE STRICTEMENT ECONOMIQUE, et par voie de conséquence SOCIAL. Les... appréhensions russes peuvent se justifier à la lecture du mémorendum BLUM-BYRNES. Le paragraphe 4 est assez énigmatique pour être dangereux car il y est prévu que la France participe au règlement de la solde des troupes américaines en France pour *le passé et l'avenir*. Qu'est-ce à dire : paye-t-on l'occupant kaki comme on a payé l'occupant vert ? En ce cas qu'a-t-on gagné à la... Libération? Et l'occupation pour l'avenir n'indique-t-elle pas la création de clauses secrètes dans ce mémorandum qui se traduiraient par l'octroi de BASES tant en France que dans les possessions françaises d'outre-mer ?

C'est fort possible et c'est même probable car le paragraphe 5 stipule la vente de *biens immobiliers*, jusqu'à concurrence de 15 millions de dollars. Que signifient ces termes : biens immobiliers ? Certainement, dans une certaine mesure, la vente des bases aéro-navales et terrestres, terrains, bâtiments, quais, réseaux routiers et ferroviaires, etc., qui en dépendent. Cette obscurité est aggravée par le fait que notre gouvernement cédera dix millions de devises françai-

SUITE PAGE 2.

APPEL à la conscience humaine

LA CRIMINELLE EXPERIENCE DE BIKINI

Un mois à peine nous sépare de « l'expérience de Bikini » et rares sont les journaux qui en parlent autrement que comme d'un fait-divers passionnant. Nul ne semble avoir assez de courage et de lucidité pour signaler le caractère proprement monstrueux *d'une telle expérience. Le drame burlesque de Bikini est ainsi introduit par la comédie de sereine objectivité que journalistes, hommes politiques et savants jouent avec une insconscience plus ou moins voulue, plus ou moins profonde.*

Cette attitude s'explique par le culte de la puissance : à l'heure actuelle, la puissance seule a autorité. Tandis qu'en 1914 *on tentait de justifier la guerre aux yeux des peuples, en* 1939 *on posait des affiches : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts » et pendant toute cette guerre, on a pu voir les russophobes et les anglophobes convertis peu à peu par des succès militaires chaque jour plus nets — phénomène tellement général qu'il n'est nullement explicable par la trahison, mais par une abdication intérieure de l'homme devant le fait. Aussi la vieille Europe — ni plus ni moins condamnée que les peuples des grands Etats qui se disputent l'honneur d'en finir avec l'humanité — a la mauvaise conscience de la faiblesse. Comment ceux qui possèdent et continuent à fabriquer la bombe atomique n'auraient-ils pas raison ? Et comment oserions-nous leur donner des leçons ?*

*

Ainsi, le fait le plus massif, le plus insolent de notre époque et peut-être de tous les temps n'est jamais sérieusement mis en question. Les plus hardis se contentent de dire qu'il faut faire la paix parce que c'est un moyen dangereux. Mais nul n'a l'incongruité de poser la question de savoir :

1° Si une expérience comme celle de Bikini ne met pas l'humanité en danger (dût-il n'y avoir qu'une chance pour mille ou dix mille de désintégration en chaîne).

2° Si en acceptant *qu'on lance cette* bombe *« pour voir », alors que la guerre est officiellement terminée, on n'accepte pas, de toutes façons, la fin du monde.*

Hanté par ces questions jamais posées, l' « homme quelconque », si méprisé des journalistes et des politiciens qui respectent les masses, ouvre journaux, hebdomadaires, revues, à la recherche d'un écho de sa propre angoisse, de sa propre révolte. Il constate alors des choses étonnantes : il constate qu'une revue éprise d'actualité *attend huit mois pour livrer ce fait énorme aux réflexions d'un poète. Il constate qu'une revue des temps modernes se contente de tirer de ce fait la conclusion « philosophique » que la vie et la mort de l'humanité sont désormais en ses propres mains... et en reste là. Il constate que le journaliste qui en a parlé le plus humainement le fait encore en journaliste : avec un scepticisme teinté de réalisme.*

*Ce journaliste déplore l'absence de réactions des gens — sans voir que c'est la presse, en devenant une affaire, qui a cessé d'exprimer l'opinion publique. Car, dans le cas précis de la bombe atomique, on peut affirmer que l'*opinion publique existe. *Point n'est besoin d'Institut d'Opinion publique — dont le caractère d'objectivité scientifique ne paraît d'ailleurs pas encore bien prouvé — pour savoir le sentiment de l'immense majorité des hommes et des femmes à ce sujet. Et puisque le respect des puissances établies et le* néant *des puissances spirituelles (églises, idéologies qui prétendent les remplacer) sont tels qu'il n'y a plus personne aujourd'hui pour défendre l'homme ; il faut que le cri de l'animal humain, immédiatement et directement menacé dans sa chair, se fasse entendre. Peut-être, alors, une* puissance nouvelle *naîtrait : celle des hommes conscients de leur volonté de survivre.*

*

Il faut poser, à propos de Bikini, ces deux questions. Cela est urgent. Et il faut, d'urgence, faire autre chose encore :

1° Demander un referendum pour ou contre la poursuite des recherches atomiques organisées par les Etats dans le domaine de la guerre.

2° Préconiser une grève générale le jour ou le lendemain de l'expérience de Bikini (car il est probable que nous ne serons pas plus informés à l'avance de la date exacte que s'il s'agissait d'un bombardement en temps de guerre). Cette grève, fut-elle très courte, marquerait mieux que toutes les consultations, le sentiment des hommes non « intéressés » à cette expérience — et directement menacés.

3° Faire une coalition des hommes contre la bombe atomique. Rappeler d'abord aux artisans de la puissance et surtout aux chefs d'Etats qui les utilisent que la volonté de vivre des hommes est une raison amplement suffisante de mettre fin à ce genre d'expériences et de recherches. Enlever l'autorité aux politiciens et aux savants et redonner bonne conscience à ceux qu'anime l'humble volonté de survivre : c'est du côté de cet instinct élémentaire que certains considèrent avec mépris, que sont les plus hautes possibilités de l'homme. Il est certain que la lâcheté, maintenant, consiste à accepter *la bombe atomique et non à la refuser.*

Cette coalition des hommes contre la bombe atomique aurait pour objectifs :

a) De mettre en évidence la gravité du fait.

b) D'établir les responsabilités, qui sont à la fois personnelles et collectives, immédiates et historiques.

c) De mettre la bombe, effectivement, hors la loi — ce qu'aucun Etat, ni aucun groupe d'Etats ne saurait faire.

C'est très probablement sous la forme de cette défense vitale que se présente aujourd'hui le seul avenir de l'humanité.

Enfin, que l'on ne nous oppose pas le caractère utopique de telles propositions. L'utopie, c'est de croire que des Etats concurrents règleront ce problème. Pour faire la grandeur de l'Allemagne, Hitler l'a détruite : il en est de même de tous les chefs d'Etats en guerre. Ce n'est pas une puissance établie qui renoncera au plus formidable moyen de puissance. La seule puissance qui puisse sauver l'homme, c'est l'homme. Il faut qu'il reprenne l'initiative.

Refusons la mort atomique ! Refusons la fin du monde !

L'esclavage existe encore à Nossi-Bé !...

Le Nord de cette île, possession française de l'Océan Indien, est riche, mais peu peuplé, au contraire du sud, pauvre et relativement surpeuplé. Depuis que le sud a un gouvernement particulier, celui-ci interdit la pratique existant auparavant : l'émigration saisonnière du sud vers le nord et ceci dans un but facile à comprendre. L'abondance de la main-d'œuvre chômeuse par force et, par suite de cette interdiction arbitraire et abusive, permet une stagnation, sinon un abaissement des salaires permettant une marge bénéficiaire supplémentaire aux exploiteurs du sud. Le nord se trouve donc en pénurie de main-d'œuvre, les conditions offertes à l'émigration étrangère étant dérisoires ne tentent pas les ouvriers extérieurs. Aussi l'Administration continue — en vue de remédier à la crise de main-d'œuvre créée, nous le répétons par l'esprit de lucre du patronat, soit du sud, soit du nord — à pratiquer d'une manière déguisée la réquisition et le travail forcé, ces formes modernes et hypocrites de l'esclavage !

Les anarchistes, qui n'ont aucun préjugé racial et de couleur, le prouvent en réclamant impérieusement l'abolition de ces pratiques déshonorantes pour notre civilisation et espèrent que cette simple divulgation en fera disparaître les méfaits. Mais, au cas où notre nouveau ministre des Colonies ou d'Outre-Mer et son administration ;, obtempérant aux ordres de la Haute Banque et des Trusts, décideraient une résistance passive, nous leur promettons une réclame énergique et opiniâtre que le pays, nous en sommes certains, approuvera.

Nous nous excusons de n'avoir pu, faute de place, dans ce numéro, publier de nombreuses chroniques auxquelles nos lecteurs sont habitués.

La semaine prochaine vous pourrez lire : **Sombre avenir de la France ; Les Lettres ; L'Internationale anarchiste.**

On la tient !...

FRANCO, BIENS ALLEMANDS ET PUISSANCE AMERICAINE

Les avoirs allemands cachés en Espagne peu avant la fin de la guerre semblent être importants et les Etats-Unis voudraient mettre la main dessus Les milieux économiques et financiers jugent la chose difficile, sinon impossible et sont certains de l'échec de la délégation envoyée dans la péninsule ibérique. Pourquoi ? Probablement parce que les *fonctionnaires américains* vont se heurter aux *financiers américains* qui disposent d'un pouvoir très étendu dans ces deux pays. L'exemple des avoirs allemands en Suisse — où le gouvernement américain essuya un refus doublé d'un échec de la part du faible gouvernement suisse, appuyé par la Finance yankee — est là pour le prouver. Aussi les libertaires ont-ils seuls raison lorsqu'ils affirment que dans le régime capitaliste rien ne s'obtient que par la force et que la satisfaction des désirs conduisent, soit à la guerre en ce qui concerne les besoins des capitalistes, soit à la Révolution, seul moyen que possède le Peuple de manifester son indépendance et sa puissance. Le reste n'est que billevesées intéressées.

L'INCURIE GOUVERNEMENTALE COUTE CHER AU PEUPLE

IL Y A TROP DE DENREES ALIMENTAIRES, MAIS LE TRAVAILLEUR NE MANGE PAS A SA FAIM

Cette affirmation qui, a priori, semble audacieuse, est clamée sans répit par les libertaires et prouvée par les mesures de nos ministres eux-mêmes. C'est ainsi que le « Journal officiel » des 23 mai et 9 juin a publié une liste de produits français pouvant être vendus à l'étranger et dans laquelle nous extrayons : légumes frais, fruits de table ou autres, pêches, poires et pommes. Une nouvelle maritime vient, elle aussi à l'appui de notre thèse d'abondance alimentaire réelle : « Dès ce mois la « liaison Bordeaux-Maroc serait assu- « rée par sept ou huit navires pou- « vant transporter de 110.000 à « 200.000 colis de primeurs, avec « deux départs par semaine dans « chaque sens ». Les compagnies maritimes ne remettent pas en route des navires sans être assurées du frêt. C'est donc dire que les primeurs abondent au Maroc et que seules une politique malsaine d'affamement et une déplorable méthode de répartition en a retardé la venue en France. Enfin, nous affirmions dans un récent numéro que les pays grands producteurs de **blé** auront un report excédentaire : l'Argentine **dispose actuellement** de 3 millions 500.000 tonnes de céréales et cherche éperduement un ou plusieurs acquéreurs! Or soyons certains que nos services officiels ne profiteront pas de cette occasion superbe de **supprimer la carte de pain,** car on ne leur alloue pas, et consciemment, suffisamment de devises — réservées à nos industriels tout-puissants. Aussi faut-il que les consommateurs s'organisent — en faisant abstraction de toute idée politique qui divise et émascule toute virilité — et par la **force,** contraignent les Pouvoirs publics à agir en vue de leur ravitaillement.

L'ETAT FOURNISSEUR DU MARCHE NOIR EN SUCRE

Les services officiels intéressés ont divulgué un avis qui stipule que « pour la campagne 1945-46, tout « planteur de betteraves livrant aux « sucreries et aux distilleries, rece- « vra, en supplément des rations « normales, *une certaine quantité de « sucre... », allant de 1 kg. 500 par tonne de betteraves livrées jusqu'à 100 tonnes — c'est-à-dire un supplément de 150 kg. de sucre pour 100 tonnes de betteraves — jusqu'à 0 kg. 500 par tonne pour toute livraison dépassant 500 tonnes. Par le jeu dégressif des allocations, un planteur livrant 400 tonnes de betteraves devra donc toucher* — en plus de ses rations normales — 425 kgs de sucre ! ! *La note indique : « Sur « la quantité ainsi reçue, le planteur « sera tenu de réserver aux ouvriers « et aux ouvrières travaillant en per- « manence sur l'exploitation agri- « cole une part fixée au maximum « à 12 kgs par personne... » Et nous étudierons cet alinéa plus loin : « ... Cette quantité sera réduite pro- « portionnellement lorsque l'attribu- « tion totale de sucre au planteur « ne permettra qu'une distribution « inférieure à 12 kgs à tous les « membres de la famille du planteur, « etc., etc. »*

L'Etat ouvre donc sa manne au patron et à l'ouvrier, et ceci semble autant démocratique que logique. Il n'en est cependant rien. La restriction formulée laisse la porte ouverte à toutes les fraudes patronales : la grand'mère impotante, le neveu qui

(LIRE LA SUITE PAGE 2)

A nos lecteurs

A dater du vendredi 28 juin 1946, le LIBERTAIRE paraîtra, chaque semaine, sur QUATRE PAGES. Ne faisant aucune publicité payante et ne touchant pas de subventions, il ne vit que du produit de sa vente, de ses abonnements et de la souscription.

En conséquence, pour lui assurer un équilibre financier qui garantisse sa stabilité matérielle, nous nous trouvons dans l'obligation d'en porter le prix de vente , partant du 28 juin, à CINQ FRANCS l'exemplaire.

Le tarif des abonnements qui partiront du n° 35 sera porté à : 120 fr. pour six mois et 240 francs pour un an.

Nous savons que nos amis comprendront que ces mesures sont nécessaires à la vie, à une plus grande diffusion de leur journal et les en remercions à l'avance.

Tous à l'œuvre pour que le LIBERTAIRE soit toujours plus lu ! Pour que la pensée anarchiste se répande !

LA FEDERATION ANARCHISTE.

Le Syndicalisme

La résistance patronale s'organise

Dans notre dernier article, nous ne pouvions nous empêcher d'exprimer notre méfiance quant à la « bonne volonté » de l'Etat et du patronat et nous disions ceci : « On ne saurait accroître la part de la classe salariée qu'en réduisant la part des autres classes de la société. Celles-ci vont-elles se laisser faire ? »

La réponse ne pouvait tarder. A la réunion de la commission nationale des salaires qui s'est tenue samedi, les patrons ont fait connaître leur position dans un memorandum par lequel ils déclarent brutalement qu'ils n'accordent *rien*. Ils ne proposent, pour tout remède aux maux qui accablent les salariés, que des mesures qui auraient pour conséquence immédiate de réduire les ressources de l'Etat, comme la réduction de l'impôt cédulaire sur les traitements (les impôts perçus à la source sur les salaires ne constituent-ils pas le plus clair des rentrées sur quoi puisse tabler notre ministre des Finances ?) Ce qui revient à pousser le gouvernement dans la voie de l'inflation, les échéances de fin de mois ne pouvant attendre et le Trésor se trouvant inéluctablement amené à faire fonctionner la planche à billets pour se procurer les disponibilités que des contributions diminuées lui laissent de moins en moins. Bien singulière solution que celle-là, venant d'un patronat qui par ailleurs se pose hypocritement en défenseur de la monnaie !

Il y a trop longtemps que les sorciers et les idéologues d'une économie politique mensongère et défaillante s'échinent comiquement à résoudre la quadrature du cercle — nous voulons dire : à satisfaire la revendication du prolétariat sans toucher au revenu des autres classes. Car il semble bien qu'il y ait dans cette affaire quelque chose de tabou, de définitivement constitué en axiome indiscutable : c'est que le train de vie des classes possédantes est établi une fois pour toutes et qu'il ne saurait y être porté atteinte à peine de sacrilège. Que pour des causes politiques, économiques ou militaires la masse globale du revenu de la nation diminue, une seule classe, le prolétariat, est admise à revendiquer l'honneur de se sacrifier pour tous. Il semble même que ce soit là la seule forme de revendication que l'on veuille bien lui reconnaître le droit d'exprimer, si l'on s'en réfère à la politique suivie par les mauvais bergers communistes exhortant les ouvriers à se crever de surproduction.

Nous trouvons particulièrement révoltante l'hypocrisie des politiciens qui se sont arrogés le privilège de parler au nom de la classe ouvrière lorsqu'on les voit admettre comme vérités premières les propositions frelatées d'une fausse science économique et contribuer avec elle à noyer le poisson et à embrouiller le problème. Une odeur de pourriture monte de toute cette sale combine et nous voyons trop quel nouveau Matignon on nous prépare à la suite d'on ne sait quels misérables marchandages diplomatico-politiques.

Pour nous — pour nous seuls — la situation est nette, et nous n'avons pas l'intention de te mentir, prolétaire. Tu ne peux améliorer vraiment, substantiellement, ton sort qu'en attaquant la situation de tes exploiteurs : le gâteau est ce qu'il est, et on ne saurait augmenter la part de Paul qu'en diminuant celle de Pierre. Hors de là, on ne te raconte que des blagues pour t'endormir.

Les politiciens auxquels tu te confies, ô imprudent ! sont prêts à maquignonner ta misère pour quelques ministères ou pour obéir à des consignes qui ont plus de rapport avec la diplomatie internationale qu'avec tes justes réclamations.

Sache que ta revendication menace mortellement la situation des possédants. Ils ne sont pas fous et résisteront jusqu'au bout. Ils savent la puissance de l'arme politique avec laquelle ils ont toujours réussi à neutraliser les professionnels de la politique révolutionnaire.

Tu n'auras quelque chose qu'en te battant. En toute indépendance.

Méthodes avilissantes à combattre

Un représentant, porte-parole de notre ministre du Travail, nous a récemment appris une bonne nouvelle :

Des voyages gratuits, pour récompenser les meilleurs ouvriers de la production, seront organisés par le ministère.

Nous avions déjà pas mal de récompenses collectives. Voici les récompenses individuelles, espérons un jour prochain une nouvelle médaille.

Ne plaisantons pas ; la chose est plus grave qu'elle ne semble à première vue.

Nous avions déjà eu la suppression des salaires maxima. Voici venir l'ère d'une nouvelle méthode, chère aux Bolcheviks. Ces méthodes, nous les condamnons, d'abord parce qu'elles sont contraires à la logique, ensuite parce qu'elles sont faites pour jeter la division parmi les travailleurs.

Car, avec une telle application, que va-t-il se passer ? Seuls les hommes constitués musculairement auront tous les avantages ; les désavantagés pour raisons diverses : soit pour avoir subi par exemple une longue détention, du fait de déportation, ou de santé délicate par naissance ne pourront fournir un effort comme leurs camarades « costauds ». Ils devront donc peiner davantage pour arriver.

Il n'est pas douteux, par conséquent, que les bases de salaires seront établies sur le rendement. Donc deux solutions pour les autres défavorisés : « ou bien se crever au travail, ou rester dans la misère ». Si nous réfléchissons, nous comprendrons facilement que ceux taillés pour fournir un travail musculaire souffriront moins que leurs camarades, et seuls toucheront les rations supplémentaires, voyages payés, etc.

Nous ne doutons pas que dans de telles conditions l'unité et la solidarité ouvrière vont avoir à pâtir.

Nous avons déjà indiqué nos conceptions sur l'action des travailleurs par l'unité syndicale.

Elle doit être, c'est évident, et pour beaucoup, l'œuvre des travailleurs, mais elle doit être facilitée par une meilleure compréhension du travail envers ceux qui peinent et souffrent pour fournir l'effort nécesaire, en prenant les précautions nécessaires quant à leur sécurité, et par une amélioration sans cesse renouvelée de l'outillage et du matériel.

Non seulement de tels procédés sont nuisibles à la santé des ouvriers, mais ils portent atteinte à leur dignité, qui doit être respectée, à plus forte raison par ceux qui, à les entendre, s'en font leurs défenseurs.

Une telle réglementation n'est pas faite pour les travailleurs. Est-ce ainsi que l'on veut élever vers des horizons humains la classe ouvrière, en la divisant en dignes et en indignes ? Nous nous élevons avec force contre de telles manœuvres, et nous faisons appel à tous les syndicats et à tous les syndiqués qui réfléchissent pour qu'ils opposent par l'action directe à cette conception singulière de l'organisation du travail. Et soulignons que si la C.G.T., ne porteste pas, la C.N.T., elle, n'accepte pas cette course à l'abrutissement.

Dans le Maine-et-Loire

Le congrès de l'U.D. de Maine-et-Loire, réuni à Cholet le 19 mai 1946 :

— Approuve, dans sa majorité, l'action de son secrétaire départemental et de sa commission administrative depuis le dernier congrès ;

— Demande que cette action se développe vigoureusement dans une période où la situation des salariés revêt un caractère d'une gravité exceptionnelle ;

— Constate que le fossé entre les possédants et les salariés s'approfondit chaque jour davantage et estime que la lutte de classes doit s'intensifier.

Le rapport d'orientation de notre camarade Patoux ayant été approuvé par la majorité du congrès, il convient de souligner les points suivants :

I. Salaires. — Opérer le blocage des salaires devant la montée incessante des prix démontre la faillite de cette opération. Alors que les salaires ont été triplés ou quadruplés, les taxes des principales denrées ont décuplé depuis 1939.

Devant cette situation, le Congrès demande :

1° le réajustement des salaires,

2° une politique cohérente de taxation des denrées.

Dans le cas où les fluctuations du coût de la vie deviendraient supérieures à 5 %, les taux minima de salaires devront être reconsidérés suivant l'indice des 34 articles (loyer, vêtements), cet indice étant établi sous contrôle syndical.

II. Ravitaillement. — Le ravitaillement, tel qu'il a été pratiqué depuis la Libération, a laissé gaspiller ou détourner de la consommation 80 % des produits consommables.

Le contrôle ouvrier de la production et de la distribution reste une nécessité absolue.

Le Congrès demande :

1° l'institution de commissions économiques du ravitaillement — départementales et nationale — groupant producteurs et consommateurs ;

2° le contrôle des exportations et des importations ;

3° la réduction des marges bénéficiaires des intermédiaires en attendant leur disparition ;

4° la suppression des impôts d'Etat frappant le vin, le lait, le beurre.

Le Congrès ne saurait admettre que, pour consolider notre crédit à l'étranger, nous soyons privés du nécessaire ; que nous gaspillions les denrées si péniblement obtenues à acheter à l'étranger des produits comestibles d'un prix élevé réservés à la table des riches et des enrichis.

III. Reconstruction. — 18 mois après la Libération, aucun projet de reconstruction n'est encore réalisé. L'incompréhension des Pouvoirs publics a pour conséquences le chômage des ouvriers du bâtiment et l'arrêt de la reprise économique du pays dans un secteur particulièrement important.

Les jeunes travailleurs et l'action directe

A la Cristallerie de Choisy-le-Roi (Seine), les jeunes travailleurs, voyant l'inégalité dans leurs salaires pour un même travail, avaient posé une revendication qui était des plus justifiées. Ils voulaient voir triompher le slogan lancé autrefois par les communistes lorsque ceux-ci étaient encore un peu révolutionnaires : « A travail égal, salaire égal. »

La Direction de cette maison, s'abritant derrière la loi, refusa catégoriquement d'entendre parler d'augmentation. L'organisation syndicale se montra encore une fois incapable de faire triompher le mouvement des jeunes travailleurs et, faisant le jeu des patrons, vint prévenir ces jeunes camarades que, si la lutte continuait, les patrons porteraient plainte, et que les parents des jeunes travailleurs seraient obligés de payer les dommages subis par les patrons.

Or, sur *Le Travailleur* du 9 juin, journal local, on peut lire ceci : « L'organisation syndicale obtint les résultats suivants : 70 % au lieu de 50 pour les jeunes de 14 à 15 ans, 79,5 % au lieu de 60 % de 15 à 16 ans, 77,5 % de 16 à 17 ans. Sans changement pour ceux de 17 à 18 ans, soit 80 %. Nos jeunes se montrèrent satisfaits de ce premier résultat et font confiance à l'organisation syndicale pour continuer la lutte, afin d'améliorer leur sort. »

Comme cynisme, on ne fait pas mieux. Aussi les jeunes travailleurs ont compris que seule l'action directe pour faire triompher les revendications des travailleurs, et devant la trahison des délégués d'une C.G.T. parlementariste et politicarde, ont pris la résolution de passer à la grève chaque fois qu'ils le jugeraient nécessaire. Ils en ont assez des endormeurs de la C.G.T., et devant cet exemple, nous ne pouvons que leur crier : Bravo les jeunes !

COLOMBES

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

le jeudi 27 juin, à 20 h. 30, café Presle, 10, rue de Paris.

La faillite des Partis politiques.

S. I. A.

GRANDE FETE

avec concert et attractions le jeudi 27 juin, à 20 h. 30, salle du Bal des Lilleurs, 53, Bd de l'Hôpital, Paris (Métro Saint-Marcel), suivi d'un

BAL DE NUIT

Invitation à tous. Entrée : 50 francs.

On trouve des cartes au siège de la S.I.A. Sud, 70, rue du Kremlin, Kremlin-Bicêtre, et au Libertaire, 145, quai de Valmy.

Retenez votre soirée

du 2 juillet (20 h. 30) pour assister nombreux à la Conférence d'un camarade sur LES ACCORDS BLUM.

Salle des Société Savantes

SETE

DIMANCHE 30 JUIN à 9 h. 30 du matin au Théâtre-Cinéma Colisée

CONFERENCE PUBLIQUE

par

FEDERICA MONTSENY

tous les Antifascistes sont invités

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez cette copieuse plaquette qui résume avec clarté ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 15 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus.

S'adresser à : Louis-Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10e). C. C. P. 589-76. PARIS.

Violences contre le Président du Mouvement Français de l'Abondance

M. Félix Gouin, chef du Gouvernement et candidat aux élections dans la 2e circonscription des B.-du-R., donnait le samedi 1er juin, au Théâtre des Variétés, une réunion publique organisée par le S.F.I.O.

M. Alfred Doerr s'y rendit avec l'intention d'y prendre la parole au nom du M.F.A. et exposer la doctrine de ce Mouvement sur les questions économiques et financières à l'ordre du jour lors des élections.

Dans toutes les autres réunions, le président du M.F.A. avait pu parler librement tout en étant écouté avec courtoisie, car ses interventions étaient purement objectives.

Sans difficultés, M. Doerr pénétra dans la salle des Variétés, et après avoir entendu les candidats socialistes, à savoir : Francis Leenhardt, Gaston Deferre et Félix Gouin, il demanda la parole ; à cet effet, il se dirigea vers la tribune, lorsque une bande de sbires portant l'insigne du service d'ordre du Parti socialiste S.F.I.O., réussirent à isoler le malheureux contradicteur, rendant de ce fait toute intervention inutile.

M. Doerr fut sauvagement brutalisé et l'on usa jusqu'aux coups de crosse de revolver chers aux gangsters de tous poils. Transporté à son domicile, on constata que le président du M.F.A. avait une côte fracturée et de très nombreuses contusions.

Il est singulier de constater qu'une partie de la presse marseillaise que régente M. Deferre, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil et de l'information, soit restée silencieuse sur ces faits. M. Félix Gouin avait pourtant assuré ses auditeurs que son gouvernement était le champion de la démocratie et de la liberté.

Les bandes du parti dont M. Gouin s'est assuré le concours se sont chargées de lui démontrer le contraire. Prendraient-elles modèle sur les hommes de main du « parti frère » ?

AVIS TRÈS IMPORTANT

Afin de nous aider dans notre correspondance et éviter toute erreur dans les abonnements, nous recommandons à nos Lecteurs et Camarades d'inscrire très lisiblement leurs noms, adresse, ainsi que le Département.

PROBLÈMES

ESSENTIELS

Visages de la Démocratie

La polémique se poursuit entre les services de propagande des puissances anglo-saxonnes et ceux de l'Union Soviétique au sujet de leur conception respective de la démocratie. Polémique destinée surtout à justifier aux yeux de l'opinion, des méthodes et des actes qui, en réalité, ne sont nullement déterminés par une « philosophie » qui animerait les dirigeants britanniques, américains ou russes, mais bien par des impératifs économiques et stratégiques. Ce débat n'aurait qu'une mince importance pour nous, s'il ne partageait pas en même temps le mouvement ouvrier en deux tronçons. En effet, la politique britannique tend de plus en plus à utiliser les partis socialistes européens comme des instruments de son influence et de sa domination, alors que la politique soviétique use des partis communistes et des organisations qu'ils ont noyautées, comme autant de moyens de pénétration et de pouvoir. Chaque organe ouvrier, chaque organisation, chaque syndicat est placé devant l'alternative de choisir entre Londres, Washington et Moscou. Et pour faciliter l'opération, ces capitales se réclament chacune de « principes » socialistes et démocratiques.

Les Anglo-Saxons insistent sur le côté « libéral » de leur régime. Ils parlent abondamment des libertés de presse, d'opinoin, d'association, qui forment la base d'une société démocratique. Ils omettent — et pour cause — de mettre en évidence la structure sociale de leur système, établie sur la propriété et le salariat. Ils laissent dans l'ombre tous les procédés de l'Etat et des classes possédantes qui faussent le « jeu » démocratique et ne tolèrent la liberté que dans la mesure où elle ne présente aucun danger pour le capitalisme. Ils évitent avec soin de traiter des questions coloniales où l'hypocrisie de leur système apparaît éclatante. Dire qu'un mineur anglais ou un docker américain possèdent des droits identiques à ceux de Montaigu Norman ou de Ford, est une contre-vérité évidente. Ce qui peut être constaté, c'est que les travailleurs anglais et américains n'arrivent à imposer leurs volontés que dans la mesure où ils brisent les formes légales, ou qu'ils les modifient en créant un nouvel état de faits, par leur action en tant que prolétaires, et non en tant que citoyens, au moyen de la grève, par exemple.

Du côté russe, le problème est présenté d'une façon diamétralement opposée. En U. R. S. S., est-il dit, le capitalisme privé n'existe plus, donc le socialisme existe et le pouvoir se trouve aux mains des travailleurs. Les peuples soviétiques bénéficient d'une véritable démocratie puisque les bases mêmes de la société sont exemptes de tout germe d'exploitation. Et c'est le Parti communiste, « cerveau » du peuple laborieux, qui exprime ses volontés. Les preuves du caractère révolutionnaire et socialiste de l'expansion russe sont données par l'exemple de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, où des réformes agraires et la nationalisation des principales industries ont été appliquées au lendemain de l'occupation de ces territoires par l'Armée Rouge. Mais dès qu'il s'agit d'examiner comment les travailleurs dirigent, contrôlent ou gèrent effectivement la production, dès que l'on passe au domaine des libertés véritables de pensée, d'expression et d'opinion, il apparaît que le simple ouvrier agricole ou le commun travailleur d'usine ne possède qu'un seul et même devoir, celui de travailler. Au-dessus de lui s'étagent, par couches successives, les nouvelles classes de « stakhanovistes » (en français : « pousseurs de charge »), de fonctionnaires, de responsables, de directeurs d'usines, etc., qui forment une pyramide imposante, et que le peuple est seul à supporter sans qu'il ait le droit de protester, d'écrire ou de s'organiser, tout l'édifice social étant aux mains de l'Etat. Ce qui est vrai en U. R. S. S., de manière absolue, l'est également dans les pays occupés où la transformation économique ressemble bien plus à une « mise au pas » sur le modèle russe, qu'à une révolution socialiste animée par les travailleurs organisés dans leurs propres associations.

Ainsi, la IIe Internationale, qui n'existait que de nom parce que ses sections se considéraient solidaires de leurs « patries », ne ressuscite que pour soutenir cette fois un bloc de puissances impérialistes ; alors que la IIIe, qui s'est officiellement dissoute pour se plier avec plus de facilité aux multiples volte-faces de l'impérialisme russe, ne représente qu'une ambassade populaire de la nouvelle classe dirigeante soviétique.

En sommes-nous réduits à choisir entre ces deux socialismes, entre ces deux démocraties défigurées, mensongères et aussi éloignées l'une que l'autre des aspirations révolutionnaires des pionniers socialistes ? Nous ne le croyons pas. Nous ne le croyons pas, parce que la manœuvre même des sociaux-démocrates et des staliniens prouve que l'appui des masses ouvrières leur est indispensable, parce que l'énorme réserve d'énergie représentée par les foules avides de liberté et de justice constitue la force motrice de notre époque. Cette force peut être captée et utilisée à des fins de conquête, par l'un ou l'autre bloc antagoniste. Mais cette force, si elle devient consciente, peut également entraîner l'avènement d'une société entièrement neuve, où la liberté ne sera pas synonyme de misère et où le travail ne sera pas une malédiction.

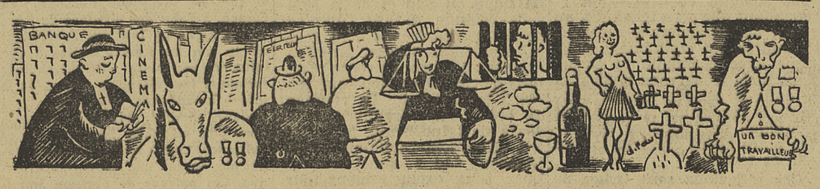
L'ÉTAT ET LE MARCHÉ NOIR

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

use ses pantalons sur les bancs de l'école, d'autres encore, faisant partie de la famille et domiciliés provisoirement pour les biens de la cause sur l'exploitation, seront autant de personnes qui suceront la part du personnel impuissant et d'ailleurs très fréquemment consentant pour les raisons énumérées plus bas. Dans l'éventualité d'une entreprise agricole sans ouvriers, exploitée par les seuls membres de la famille, le planteur aura donc à son entière disposition une certaine quantité de sucre de beaucoup supérieure à ses besoins. *Ajoutons-y cette situation de fait que la ration normale des départements producteurs est le double des départements consommateurs — au grand dam des gros centres désavantagés encore une fois — et nous situons exactement un homme en proie à une surabondance excessive de sucre.*

Quant au personnel, cette attribution supplémentaire n'étant accompagnée d'aucun avantage pécuniaire, le laisserait dans l'impossibilité — vu son salaire, ne lui permettant que des achats strictement limités aux tous justes besoins — d'en profiter s'il ne la revendait immédiatement, soit à son patron, soit à d'autres personnes. D'autant plus que l'avis officiel cité ajoute une attribution de 3 kgs de sucre pour le « démarrage » par hectare, plus 3 autres kgs de sucre pour l'arrachage également par hectare. Ces attributions supplémentaires cumulant avec les rations normales. Voici donc notre prolétaire à la tête d'un trop gros stock de sucre que ses besoins personnels et ses possibilités financières trouvent par trop exagéré. Il est donc normal qu'il le revende — au prix fort — ainsi, d'ailleurs que son patron. L'Etat alimente donc pertinemment le marché noir du sucre, et, en lui supposant des intentions louables et désintéressées — ce qui serait assez étonnant — ceci prouve que, dans notre régime qui ne se survit que par la grâce des politiciens, toute réforme, même sincère et résolument démocratique, se retourne contre l'ensemble des consommateurs et du... contribuable.

Aux hasards du Chemin



Favoritisme...

Paroisse de Wambrechies.

Il était des bourgades ou communes où l'obscurantisme régnait encore en maître, mais on ne peut tout de même pas constamment mentir, les fidèles ne sont pas complètement abêtis. Aussi, ce bon Monsieur le Curé, pour obtenir que les parents fassent faire la Sainte Communion à leurs enfants, leur offrit-il un litre de genièvre et une livre de beurre, articles très appréciables actuellement. Mais où M. le Curé s'est-il procuré ces bonnes choses ? Aurait-il de hautes relations chez les gangsters du marché noir ?

L' « Europa », Paquebot-Sandwich

La presse fait grand cas de la cession par les Alliés de ce navire allemand à la France et souligne que nous bénéficierons d'une légère augmentation de notre attribution. Bien légère, en vérité, puisque le chiffre primitivement arrêté était de 57.600 tonneaux de jauge brute et que nous en recevons donc 60.612 tonneaux. La maigre différence existant entre ces chiffres, ainsi que le bluff éhonté auquel se livrent nos politiciens, sont lumineusement démontrés par la divulgation du chiffre de nos pertes maritimes, chiffre qui se passe de tout commentaire : 1.523.000 tonneaux !

A bas le militarisme !

A Cattenom, en Lorraine, existe un camp militaire qui, s'il continue, deviendra célèbre par la sévérité du régime imposé à ses « pensionnaires ».

La nourriture insuffisante, y est infecte ; la discipline extrêmement dure. La victoire des « démocraties » a supprimé les camps de tortures des nazis ; mais les Etats démocratiques continuent la tradition.

Le militarisme, expression de la

force brutale, ne peut engendrer que la haine et ne préparer que la guerre. A bas le militarisme et ceux qui en vivent !

Trésor spirituel

Le *Croisé du Morbihan* dresse le bilan du trésor spirituel :

Messes : 1.250 ; Communions : 1.063 ; Communions spirituelles visites : 6.086 ; Prières : 11.278 ; Sacrifices : 6.164 ; Devoirs et leçons : 770.

N'oublions pas que le trésor spirituel du mois de décembre est réservé à Monseigneur Le Bellec.

Plutôt bien en « chaire » ce trésor !

Saison balnéaire à Pornichet

A Pornichet, la station balnéaire la plus proche de La Bauce, 400 ménagères ont protesté dans la rue contre l'insuffisance du ravitaillement. Elles ont menacé de s'opposer par la force à l'arrivée des estivants qui vivent à 1.000 fr. par jour dans les restaurants. Elles ont protesté contre l'ouverture de la saison d'été et ont décidé de s'opposer par tous les moyens à ce que continue cet ignoble scandale.

Dans la presse

Dans *Le Socialiste de l'Eure* du 25 mai :

« Avant le départ de M. Pierre « Dupuy, secrétaire générale de l'Eu- « re, le personnel de la préfecture « avait tenu à lui offrir un caveau « souvenir ».

Nous on veut bien, on veut même bien offrir un caveau aux préfets, députés, curés et autres parasites, surtout si un tel présent pouvait précipiter leur chute, mais on demande à voir la tête du secrétaire général recevant ce... souvenir.

Grandeur et décadence

Lors de la rentrée parlementaire, M. Cachin, doyen d'âge de la nouvelle assemblée et président d'un jour, a traversé la salle des pas perdus entre une haie de gardes républicains qui lui rendirent les honneurs.

Après avoir mangé à la soupe populaire, le voilà à la gamelle, ce qui prouve que la politique mène à tout, surtout à renier son passé et prendre les électeurs pour... tout ce que l'on veut.

Illusion

Les candidats députés en Corrèze ont signé avant les dernières élections l'engagement de rester honnête en ne profitant pas de leur mandat pour s'enrichir au cas où ils seraient élus et ce, sous peine de travaux forcés, prison, biens confisqués s'ils ne respectaient pas leurs engagements.

Les candidats en question ont dû bien s'amuser en prêtant un tel serment.

Il y a tant de façons de maquiller sa fortune que nos pauvres Corréziens en seront pour leurs frais en ce qui concerne Michelet, le seul élu.

Liberté et démocratie

Depuis la libération, des papillons de tous les partis politiques en présence foisonnent sur les murs d'Aulnoye (Nord).

C'est entré dans les habitudes.

Mais... ô scandale ! depuis quelques jours on remarque des papillons anarchistes.

Et ces papillons, ils osent nous affirmer que la P. M. obligatoire équivaut au principe de la Jeunesse Hitlérienne et ils dénoncent même la cruauté de la guerre impérialiste.

Aussi le commissariat est en effervescence et les policiers ont reçu l'ordre de les arracher. Si nous ne plaisons pas à ces messieurs, c'est donc que nous sommes dans la bonne voie...

Et des policiers ont reçu l'ordre de les arracher.

Bourgeois / dormez tranquilles, la police de notre démocratie veille sur vous !

IL Y A TROP DE LAINE... MAIS ON MANQUE DE VÊTEMENTS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

ments et le but l'écoulement progressif de ce textile tout en maintenant le prix mondial à un niveau stable. Le seul moyen pour y parvenir est extrêmement empirique et illusoire ; mais dans le régime actuel il n'en existe pas d'autre. La nouvelle société vendra son stock graduellement et aux enchères, tout en fixant un prix minima. Lorsque ce prix sera atteint elle le rachètera elle-même pour le revendre plus tard à des conditions meilleures !... Comme empirisme et enfantillage avouons qu'il n'y a vraiment pas mieux et qu'il a bien fallu la réunion de quatre gouvernements pour trouver pareille solution !...

Mais la situation s'aggrave encore par ce progrès technique révolutionnaire que nous citions tout à l'heure. Une laine synthétique de qualité supérieure a été récemment découverte et qui part de l'algue marine, produit pratiquement inépuisable. Cette laine synthétique possède la propriété de ne pas être luisante à l'usage et d'éloigner les mites tout en ayant une qualité supérieure à la laine naturelle. A peine cette *tuile* est-elle connue que la « Pacific Lumber Cy » fabrique de la laine d'écorce pouvant être mélangée à de la laine, du coton ou même du lin pour confectionner des étoffes tricotées ou tissées. Ce consortium a sorti un drap qui n'est ni filé ni tissé mais comprimé comme du papier, ce qui va entraîner la disparition de nombreuses industries de transformation des textiles. Arrêtons, pour aujourd'hui, nos exemples et penchons-nous, par la pensée, sur l'insoluble problème qui se pose aux gouvernements nommés. Non seulement ils ont un stock de laine naturelle désespérément colossal, mais encore un concurrent nouveau, redoutable, imbattable et prolifique dan les textiles synthétiques. Ils sont donc acculés ou à la destruction scientifique de ces stocks et c'est la ruine catastrophique ou au magasinage coûteux et sans issue. Quant à la solution de l'épuisement de ces réserves par le don gratuit il ne faut pas y songer car ce serait la cause de remous dangereux. L'abondance de la laine est un exemple entre cent que le capitalisme ne peut sortir de l'impasse où l'a poussé le progrès technique sous toutes ses formes.

Mai 1946.
Le n° 2 de
La Revue
"PLUS LOIN"
A PARU

SOMMAIRE

I. Servitudes économiques, par Loriot.
II. Les financiers dans la patrie, par Marcel Lepoil.
III. Un projet d'utopie, par M. P.
IV. La déportation balte en 1941 (Document).
et d'autres articles.

PRIX : 25 FR.

ABONN. POUR LA FRANCE : 6 nos 110 fr. 12 nos 220 fr.
AUTRES PAYS 6 nos 130 fr. 12 nos 260 fr.

Rédaction, administration Robert Joulin, 73, r. du Poteau, PARIS-XVIIIe
C.C.P. Paris 5258-21
Envoyer toute la correspondance et tout envoie de fonds à l'adresse ci-dessus.

NOTA. — Mlle Sahum, Bordeaux, et M. Mantoux, St-Ouen, sont priés de donner leur adresse exacte. La Revue nous revenant avec mention « inconnu ».

L'accord franco-américain prépare-t-il la guerre?

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

ses qui serviront aux U.S.A. pour « *acquérir ou améliorer* « *des biens immobiliers destinés* « *à ses besoins...* » Acquérir, est-ce pour agrandir ces bases ? Améliorer, est-ce pour les moderniser, doter les forts d'engins dernier modèle et les ports de l'outillage militaire ? Le paragraphe 6 prévoit que les articles fournis au titre PRET-BAIL et pouvant servir à « des fins militaires en faveur de force *autres* que les Forces armées « françaises, ne pourront se « faire qu'avec le consentement « du gouvernement américain... » Contre qui sont dirigées ces précautions? Craint-on donc que la France ne vende ce matériel militaire à l'Allemagne ? Evidemment non. Alors?... Enfin la fin du mémorandum engage le gouvernement américain « à mettre à la disposition « du gouvernement français *une* « *fraction de sa part de navires* « *de surface* pris à l'Allemagne « et au Japon... » Cette « mansuétude » est significative : ces bâtiments serviront à assurer la police européenne et coloniale et à intimider le futur ennemi COMMUN. Après la défaite des trois pays fascistes, cet ennemi ne peut qu'être l'U.R.S.S. qui riposte préventivement par la dénonciation du pacte de POTSDAM, conséquence elle-même de la mésentente sur les problèmes de Trieste, du Danube, de la Cyrénaïque, etc... La menace du troisième conflit mondial s'accentue et les Etats-Unis sont à la recherche de solides « porte-avions terrestres ». Ils disposent déjà du sol de la Grèce et de l'Italie, tâte ceux de la Turquie et de l'Egypte qui hésitent, et se raccrochent péniblement aux sables iraniens. En Europe les conventions concernant les ports d'Anvers et de Rotterdam à l'égard des Américains sont assez entourées de réticences et d'obscurité pour éveiller la méfiance maladive russe. Mais l'atout le plus fort, pour l'un comme pour l'autre des adversaires, c'est notre pays dont la situation stratégique est de tout premier plan et explique les raisons américaines en faveur d'une France forte économiquement et militairement.

Notre intérêt néanmoins est de rester neutre, d'être en dehors de ce conflit et cependant MM. Blum et consorts s'engagent dans l'engrenage avec une désinvolture frisant l'insouciance. Ne serait-ce qu'à ce seul titre que les accords Blum devront être impitoyablement rejetés par le peuple de ce pays, qui n'éprouve aucune sympathie pour le suicide.

Le Gérant : Cr DURAND.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2e

FEDERATION ANARCHISTE

BULLETIN INTERIEUR
2e CONGRES ORDINAIRE

Nous rappelons que nous disposons encore de quelques numéros du Lien, *n° 6, qui contient une intéressante documentation sur la marche de notre organisation. (Celui-ci ne veut être vendu qu'à des membres de la Fédération Anarchiste). Son prix en est de 20 fr. plus 3 francs pour frais d'envoi.*

Le N° 7, qui sera la tribune de discussion devant précéder le deuxième Congrès de la Fédération Anarchiste (lequel aura lieu les 13-14-15 septembre 1946) est en préparation. La Commission administrative demande à tous les groupes de lui envoyer sans tarder toutes les propositions qui devront y être publiées avant le 10 juillet 1946. Faire parvenir également les noms des militants candidats pour la future Commission administrative avec, à l'appui, lettre signée de leur propre main établissant bien qu'ils posent leur candidature.

■

1re REGION PARIS-EST. — Vendredi 21 juin 20 h. 30, Chope du Combat, 3 place du Colonel-Fabien.

L'Etat et les partis politiques, **Causerie ouverte aux sympathisants.**

GROUPE OUEST. — (Tous les vendredis, réunion du groupe).

Vendredi 28 juin à 8 h. 30, conférence par un camarade de la région parisienne.

Les partis politiques et l'Etat, 79, av. Saint-Ouen. Métro Guy-Môquet.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES. — Réunion du groupe premier et troisième samedi de chaque mois, à 20 h. 30, chez le compagnon Bernard Diot, 58, avenue de Valenton, Villeneuve-Saint-Georges.

BOUILLES, CARRIERES-SUR-SEINE. — C'est devant un public attentif que le conférencier de la F. A., dans un style clair appuyé par une documentation sérieuse traita « le cléricalisme est toujours l'ennemi ». A la contradiction, le pasteur propestant apporta les précisions de sa doctrine après un échange de vues courtois et quelques déclarations d'un communiste internationaliste, la séance fut levée. A la demande d'auditeurs nous reviendrons traiter le sujet « les anarchistes et le problème social ». Appel est fait aux camarades de Sartrouville, Montesson, Le Vésinet. Pour constitution définitive des groupes, adresser la correspondance à Gandillet, 40 bis, route d'Argenteuil, Carrières-sur-Seine.

CHOISY-LE-ROI. — Le groupe se réunit tous les mercredis à 20 h. 30, 115, avenue d'Alfortville (restaurant de la plage), Choisy-le-Roi.

ALENÇON. — Libertaires, sympathisants, prenez contact avec Kléber Duval, 109, rue des Tisons, Alençon.

FEUQUIERES-EN-VIMEU, FRESSENNEVILLE. — Les groupes libertaires de Feuquières et de Fressenneville sont reconstitués depuis 1945, d'autres sont en voie de formation dans le Vimeu. Friville, Ecarbotin, Béthencourt, Tully et Gamaches.

Pour tous renseignements, écrire à : Malloigne Florian, rue J.-J.-Rousseau à Feuquières-en-Vimeu, Somme, qui répondra à toute demande de renseignements concernant les groupes du Vimeu (canton de Saint-Valéry y compris).

Le « Libertaire » et « L'Action syndicaliste » sont en vente à la même adresse.

Jeunes ! Camarades ! qui voulez la liberté pour les autres comme pour vous-mêmes, qui voulez combattre le militarisme, la religion et le capitalisme, rejoignez les groupes d'action anarchiste !

ALGER. — Permanence pour les samedi de 17 h. à 20 h. et dimanche de 10 h. à midi, Bar de la Grande Victoire (salle du sous-sol), 52, rue Rovigo, angle de la rue Voirol. Adhésions, librairie, journaux, renseignements, etc.

COMMUNIQUÉS

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

Le jeudi 27 juin, à 20 h. 30, 10, rue de Lancry, Travaux Pratiques. Les jeunes camarades prépareront le sujet suivant : « Libertés ».

En raison de la période d'été, cette séance sera la dernière de l'année scolaire. Les séances reprendront à la fin de septembre.

*

RECHERCHE. — Maurice Audoin est prié de donner son adresse à Miston, Bar de l'Hôtel-de-Ville, place Clemenceau à Avignon, qui transmettra.

HOUILLES, CARRIERE-SUR-SEINE. — Le Conseil syndical du Syndicat du Bâtiment de Paris a fait paraître un article injurieux attaquant l'honnêteté syndicale de notre camarade Bourgigou qui, avec raison, ne veut se plier aux exigences des staliniens. Nous nous déclarons solidaires du passé inattaquable de ce copain que nous distinguons des réformistes auxquels le Syndicat du Bâtiment parisien fait allusion. Nous ne laisserons pas tomber les camarades sous les coups des autoritaires.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

22, rue Sainte-Marthe, Paris (10e)

2e UNION REGIONALE. — Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., le dimanche de 9 h. à 12 h., 22, rue Sainte-Marthe, Paris (10e). (Métro Belleville).

SYNDICAT DU BOIS, AMEUBLEMENT. — Permanence tous les mercredis de : 17 h. 30 à 19 h., le samedi de 14 h. à 19 h.

UNION LOCALE D'ARGENTEUIL. — Désormais, une permanence fonctionne tous les samedis de 16 h. à 19 h., salle de la Pensée Humaine, 42, rue du Paradis à Argenteuil (Seine). Adhésions, cotisations y sont reçues.

GOUSSAINVILLE, MELUN, COMBS-LA-VILLE, CORBEIL sont en voie de constitution